

INTRODUCTION

Ce guide d'architecture en Midi toulousain fait suite à un inventaire du patrimoine architectural et urbain du xx^e siècle commandé par la direction régionale des Affaires culturelles de l'ancienne région Midi-Pyrénées d'octobre 2013 à avril 2015.

La commande mentionnait un inventaire exhaustif de l'architecture du xx^e siècle, tâche dont nous avons mesuré rapidement le caractère impossible car, comme le rappelait François Loyer, un inventaire commence par des chiffres. En ouverture de *L'Architecture du xx^e siècle en France*¹, il précisait qu'aux 5 millions de constructions d'avant 1914 en correspondaient 16 millions bâties après cette date, dont 13,5 millions pour la deuxième moitié du siècle.

Pour ne citer que le logement, en Midi-Pyrénées, on compte, en 1999, 1,06 million de résidences principales, dont 714 000 maisons et 330 000 appartements construits pour 30 % d'entre eux entre 1982 et 2003 et pour 80 % après 1949². Pour donner une approximation nous aurions donc dû analyser près de 600 000 maisons et 33 000 immeubles, sans compter tous les équipements nécessaires, soit près de 800 000 entrées au total pour la région. Face à cette quantité, qu'est-ce qui fait patrimoine ?

L'état de la protection des bâtiments du xxe siècle

Pour l'ancienne région Midi-Pyrénées, on compte toutes périodes confondues, 2673 édifices protégés au titre des Monuments historiques dont 1927 édifices inscrits et 746 édifices classés. Sur cet ensemble, seulement 60 édifices du xx^e siècle sont protégés au titre des Monuments historiques et 45 bâtiments ou ensembles sont labellisés « Patrimoine du xx^e siècle ». S'y sont dernièrement ajoutés les édifices suivants : le musée Salies de Bagnères-de-Bigorre, l'ancienne usine Job à Toulouse, l'église Saint-Joseph de Laden, l'église Notre-Dame d'Espérance à Castres. Les édifices récemment protégés au titre des Monuments historiques, l'hôtel de Broussy à Rodez, la villa Pradier à Lavaur, le château Bellevue et le temple protestant à Albi, le monument à la résistance à Toulouse devraient également rejoindre la liste label du xx^e siècle.

Soit au final 54 bâtiments protégés pour le xx^e siècle.

En comparaison l'ex-région Rhône-Alpes compte 260 édifices labellisés, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, 300, et Île-de-France, 616, pour respectivement 114, 141 et 535 édifices du xx^e siècle protégés au titre des Monuments historiques.

Pour renforcer le dispositif le ministère de la Culture avait demandé en 2012 à Jean-Michel Léger et Jean-Paul Midant un rapport³ proposant une série d'actions dont certaines ont été retenues dans la loi Cap en 2016. Parmi les études de cas figurait aussi la situation du label Patrimoine du xx^e siècle dans la région Midi-Pyrénées⁴. Le rapport listait plusieurs constats spécifiques à la région utile pour notre étude :

- La majorité des édifices « label xx^e siècle » sont protégés au titre des Monuments historiques. La labellisation n'est donc pas utilisée comme une « protection de troisième type » comme dans d'autres régions.
- Inégalité de la répartition géographique des édifices entre les huit départements.
- Faible variation typologique avec récurrence des thèmes marchés et églises.
- Prédominance de critères liés à l'histoire de l'art et à l'ancienneté : moins de dix édifices construits après 1950 sont protégés.
- Devenir incertain des 12 édifices listés par la Dapa en 2000⁵.

1. François Loyer, préface d'Architecture et patrimoine du xx^e siècle en France, Éd. du Patrimoine, Paris, 1999.

2. Données Insee, consultation du site le 29 juillet 2016.

3. Léger Jean-Michel, Midant Jean Paul, « Treize mesures plus une, pour relancer le label Patrimoine du xx^e siècle », Ministère de la Culture et de la Communication, Direction générale des Patrimoines service de l'architecture, sous-direction de l'Architecture, de la qualité de la construction et du cadre de vie et du bureau de la promotion de l'architecture et des réseaux, Laboratoire IPRAUS/UMR AUSSER, Paris-Belleville – École nationale supérieure d'architecture, septembre 2012.

4. *Op. cit.*, p. 32 à 40.

5. Il s'agissait de : l'église Notre-Dame des Mines à Combes, l'hôtel Broussy à Rodez, l'établissement thermal de Salies-du-Salat, le groupe scolaire de la Juncasse, la Poste Saint-Aubin, l'ensemble HBM du Grand Rond de Robert Armandary, la caserne des pompiers Jacques-Vion à Toulouse, le château Bellevue à Albi, le groupe scolaire et la cité Fontgrande à Saint-Benoît-de-Carmaux et enfin la piscine et bains-douches de Castres.

- Actions de valorisation peu nombreuses : la plaquette « Patrimoine du xx^e siècle protégé en Midi-Pyrénées » dont la diffusion est restée confidentielle ; le peu d'articles de la revue *Midi-Pyrénées patrimoine* sur le patrimoine xx^e siècle ; les manifestations lors des Journées européennes du patrimoine ; les actions des CAUE inégales sur le territoire régional.

En conclusion de ce sombre constat le rapport recommandait une étude large en insistant sur le fait de faire plutôt ressortir un corpus thématique. Suite à cela une étude fut lancée, notre équipe choisie, et un comité d'experts fut réuni par la direction régionale des Affaires culturelles validant la proposition de partir sur la notion de fortune critique en listant dans un premier temps les bâtiments publiés, analysés dans les travaux de recherches et dans les publications savantes et en croisant ensuite l'information par des visites. En procédant ainsi, nous avons listé plus de 2300 bâtiments sur les huit départements avec près de 650 sur la seule ville de Toulouse. Au final, pour ce guide nous avons sélectionné 305 bâtiments pour lesquels nous avons établi des notices et plus de 300 pour lesquels figurent une mention en fin de chapitre.

Fortune critique : le Midi toulousain, territoire en creux de la modernité ?

Il faut constater que cette fortune critique n'est pas évidente à établir tant le Midi toulousain est un territoire oublié des histoires de l'architecture du xxe siècle. Pour ne citer que les principaux ouvrages, la période 1918-1950 étudiée par Gérard Monnier⁶ ne compte qu'une vague mention sur la région en 500 pages ; Joseph Abram, pour la période 1940-1966⁷, mentionne seulement le pont Saint-Michel de Freyssinet et le Mirail de Candilis, Josic et Woods ; Jacques Lucan pour la période 1965-1988⁸ ne retient lui aussi que le Mirail en insistant sur la valeur de la composition de l'université, enfin Jean-Louis Cohen qui traverse l'ensemble du siècle en France ne cite lui aussi que le Mirail⁹. Comment expliquer cette absence ?

Parmi les raisons les plus évidentes il faut pointer le fait qu'aucun des grands maîtres de la modernité française n'a véritablement construit dans la région ce qui en aurait fait des locomotives pour la recherche entraînant comme à Marseille, Bordeaux ou Lyon une reconnaissance nationale. Le plan de Le Corbusier pour Saint-Gaudens n'a jamais été réalisé et n'a fait l'objet d'aucune analyse¹⁰.

Ces histoires ne retiennent bien souvent que les figures dites « héroïques », repérées dans les revues professionnelles tel qu'*Architecture d'aujourd'hui* ou *Techniques et architecture*. L'inventaire que nous avons mené sur ces revues montre là aussi l'absence de la région.

Il faut attendre le guide d'architecture française de Marc Emery et Patrice Goulet édité en 1983, pour voir pour la première fois apparaître le travail de Fabien Castaing et du groupe 3A, d'Edmond Lay, de Jean-Pierre Cordier, du groupe Arca et de quelques autres¹¹. Parallèlement, sous l'impulsion d'appels à recherche nationaux le laboratoire Production de la Ville et Patrimoine (PVP) de l'école d'Architecture de Toulouse (EAT) entame un travail sur le contexte local. Il faut citer ici le travail pionnier de Paulette Girard et Jean-Henri Fabre sur l'architecte Jean Montariol puis sur les grands ensembles toulousains des années 1950.

L'ordre des architectes avec la direction régionale de l'Architecture et de l'Environnement publie en 1991 un guide sur Toulouse et sa banlieue pour la même période de l'après-guerre¹². Il serait trop long de restituer ici toutes les micro-actions menées soit à un niveau institutionnel, soit à un niveau associatif qui montrent comment, lentement, sur deux décennies à l'approche de la fin du siècle, la recherche se met en place.

6. Il s'agit d'un cinéma aujourd'hui disparu. Gérard Monnier, *L'Architecture en France, 1918-1950*, Sers, 1990.

7. Joseph Abram, *L'architecture moderne en France, 1940-1966*, Picard, 1999

8. Jacques Lucan, *France architecture, 1965-1988*, Electa Moniteur, 1989.

9. Jean-Louis Cohen, *L'Architecture au xx^e siècle en France*, Hazan, 2014.

10. Rémi Papillault, *Le Plan de Le Corbusier pour Saint-Gaudens*, à paraître.

11. Marc Emery, Patrice Goulet, *Guide architecture en France depuis 1945*, Groupe Expansion L'Architecture d'Aujourd'hui, Paris, 1983.

12. Rigoux C., *Guide d'architecture Toulouse*, CROAMP, DRAE, 1991.

Ce n'est finalement qu'après 2000 qu'émerge réellement une recherche constituée avec des objectifs bien différents selon les institutions concernées.

À l'échelon municipal, il faut citer à Toulouse l'action de François Bordes, directeur des archives de Toulouse, qui met en place *Urban-Hist*, un site Internet cartographique de connaissance du patrimoine urbain toulousain avec de nombreuses entrées pour le xx^e siècle. Pour Montauban, le centre du patrimoine, lié au label Villes et Pays d'Art et d'Histoire, a publié en 2003 « Architecture et urbanisme à Montauban au xx^e siècle ». En 2005, le service du patrimoine de la ville de Figeac avait produit des carnets d'exposition « chantiers du quotidien Figeac 1900-1960 » et « chantiers du quotidien Figeac 1960-2006 ».

À l'échelle départementale, le CAUE de la Haute-Garonne, grâce à l'action de ses présidents successifs, à son directeur Philippe Monmayrant et à l'architecte historien Jean-Loup Marfaing, a produit des recherches sur l'architecture du xx^e siècle dont les deux publications majeures, « Toulouse 1920-1940 » et « Toulouse 1945-1975 »¹³.

À l'échelle régionale, la Drac Midi-Pyrénées a publié en 2005 une plaquette présentant le « Patrimoine du xx^e siècle protégé en Midi-Pyrénées¹⁴ ». Le document d'une trentaine de pages décrit en quelques lignes les 42 édifices du xx^e siècle, alors protégés. Parallèlement l'inventaire général du patrimoine de la région recense sur la période en procédant par des inventaires thématiques : le patrimoine industriel, les jardins et le 1 % de création artistique des lycées. Sont aussi menés des inventaires sur des villes et des cantons.

Lors de la refondation de la Maison de l'architecture Midi-Pyrénées en 2001, l'engagement fut porté sur la promotion de l'architecture en distinguant particulièrement les œuvres architecturales des années d'après-guerre à Toulouse et en région Midi-Pyrénées, au travers d'expositions et de publications. L'exposition *Architectures 1945-1975, le logement moderne à Toulouse*, réalisée en 2009 en partenariat avec le Centre méridional de l'Architecture et de la Ville et dont le livre consécutif *Toulouse 1945-1975, la ville mise à jour*¹⁵ marque le premier jalon d'un travail de recherche et d'analyse opéré sur cette période singulière. Le corollaire de la valorisation de cette architecture est la création d'une commission des archives d'architectes et la démarche entreprise de recueil des archives d'agences, incitant les architectes et leur famille à en faire don aux archives départementales. La Maison de l'architecture publie à partir d'avril 2002 la revue *Plan libre* qui consacre ses pages à la mise en exergue de l'architecture de son territoire. Les cahiers centraux thématiques rédigés par Bernard Catllar ont permis de révéler quelques œuvres architecturales emblématiques des années 1945-1975 à un plus large public.

La revue *Midi-Pyrénées patrimoine*, revue trimestrielle éditée depuis 2005, offre une place croissante à l'architecture du xx^e siècle et avait consacré en 2008 un numéro dédié avec des articles sur le viaduc du Viaur, le monument aux morts à Montauban, le marché couvert de Villebourbon à Montauban, la basilique souterraine de Lourdes, l'église du Sacré-Cœur de Bonnacousse ou encore l'hôtel du département à Toulouse des architectes Robert Venturi et Denise Scott Brown.

13. Il faut ajouter à cela de nombreuses recherches thématiques dont : les journées du patrimoine de septembre 2000 centrées sur le xx^e siècle avaient eu lieu au moins à Toulouse et Montauban. À Toulouse, des visites de la caserne Jacques-Vion, le quartier Bellefontaine au Mirail, l'île du Ramier avec la piscine Nakache et la soufflerie de Banlève et la bibliothèque municipale. À Montauban, des circuits étaient proposés en collaboration avec le Stap et relayé par l'office du tourisme.

L'Architecture et l'art sacré en Midi-Pyrénées, 1945-1975, extrait de l'exposition réalisée en 2005 *Archives d'architecture, d'urbanisme et de paysage, une mémoire à sauvegarder*, en collaboration avec la Maison de l'architecture Midi-Pyrénées et les archives départementales, présentant en deux panneaux par départements plusieurs projets avec photos. On peut citer aussi que le CAUE 31 a organisé une journée d'études le 6 novembre 2014 intitulée « Équipements publics des années 1950 à 1970, quel avenir ? », analysant notamment deux typologies, les écoles et les mairies, en préambule d'un débat sur les questions de patrimonialisation et d'intervention. Par ailleurs le CAUE du Tarn a édité en 1999 une plaquette « Cinquante ans d'architecture dans le Tarn, 1950-2000 » dans laquelle sont présentées 47 réalisations importantes du département. Le CAUE de Tarn-et-Garonne a édité plusieurs guides et expositions : « circuit-découverte patrimoine rond Tarn-et-Garonne » en 2013, « Années 1930 et Trente Glorieuses, architectures en Tarn-et-Garonne » en 2011, « Rives du Tarn, de Villemur à Moissac, randonnée architecturale inondations/reconstructions des années 1930 » en 1990.

14. Paillarse D., *Patrimoine du xx^e siècle : protégé en Midi-Pyrénées*, Toulouse, Direction régionale des Affaires culturelles de Midi-Pyrénées, 2005.

15. CAUE 31, *Toulouse 45-75. La ville mise à jour*, Nouvelles Éditions Loubatières, Portet-sur-Garonne, 2009.

Dans les actions associatives il faut citer le travail de Parcours d'architecture, association créée à Toulouse en 2012 par Jocelyn Lermé et Didier Sabarros qui œuvrent à la connaissance et à la compréhension des architectures modernes et contemporaines en Midi-Pyrénées au travers de deux blogs. Un autre site Internet développé par Maurice Morga, professeur d'histoire et géographie retraité, participe de la connaissance du patrimoine architectural et urbain du xx^e siècle dans le département des Hautes-Pyrénées au travers d'entrées thématiques.

Enfin l'école d'architecture de Toulouse n'est pas absente dans la recherche sur la période, en proposant dès octobre 2000 des enseignements, en séminaire et en atelier de projet, sur la production architecturale du xx^e siècle.

Un cours de troisième année, « L'espace moderne dedans-dehors », propose également aux étudiants l'analyse d'un bâtiment dans le but de réaliser une monographie¹⁶.

Les séminaires « Heritage in progress » dirigé par Françoise Blanc et « Histoire et théories du projet » dirigé par Rémi Papillault ont permis d'amplifier la recherche.

Un atelier de projet¹⁷ de cinquième année confrontant les étudiants au projet d'intervention sur un édifice représentatif de l'architecture de 1945-1975 à Toulouse complète ces orientations et dirige le travail sur la question de la réhabilitation de l'architecture moderne.

De plus, l'UFR d'histoire de l'art de l'université Toulouse II-Le Mirail, maintenant université Jean-Jaurès, a proposé et propose dans le cadre des mémoires de master recherche, sous la direction de Jean Nayrolles, Luce Barlangue, Louis Peyrusse et Yves Bruand, et plus récemment Nicolas Meynen, de réaliser des biographies d'architectes locaux et des études d'édifices.

Midi-Toulousain comme territoire culturel

L'inventaire qui nous avait été confié et dont ce guide est extrait, portait sur la région Midi-Pyrénées prise comme entité administrative et culturelle. D'une surface de 45 000 km², elle était la plus grande région de Métropole. La population était estimée à près de 3 millions d'habitants en 2013. Nous avons travaillé sur les huit départements : la Haute-Garonne, avec Toulouse comme capitale régionale et siège de l'hôtel de Région, l'Ariège, les Hautes-Pyrénées, le Gers, le Lot, l'Aveyron, le Tarn et le Tarn-et-Garonne. Le territoire ainsi formé, est hérité des provinces de l'Ancien Régime que sont la Gascogne, le haut Languedoc et le Rouergue. Historiquement la dénomination même de la région a longtemps été remise en question. En effet, le nom n'est dérivé d'aucune province de l'Ancien Régime, d'aucun comté ou duché. Il rappelle tout de même deux lieux célèbres, le canal du Midi et le pic du Midi, et fait référence à la chaîne de montagnes pyrénéenne.

Culturellement, le Sud-Ouest a été le terrain de faits historiques, de grands personnages y sont nés, catharisme et occitanisme y résonnent, les paysages et le patrimoine bâti démontrent ce riche passé et Toulouse a été le siège de la dynastie des Wisigoths au ve siècle puis la capitale de la province du Languedoc. Néanmoins, le cadre midi-pyrénéen n'existe pas en tant que tel, il n'est qu'une portion du territoire de cette riche histoire et culture commune du Sud-Ouest.

Comme le soulignent les auteurs, Philippe Dugot, Serge Laborderie et François Taulelle, dans leur ouvrage « Midi-Pyrénées région d'Europe », le défaut de publication sur l'entité « Midi-Pyrénées », mis à part les guides touristiques, est criant au regard des multiples études et monographies consacrées aux départements, aux pays, aux villes ou aux sites historiques qui la composent et confirme la difficile reconnaissance identitaire du regroupement régional.

Dans « La vie économique d'une région française, Toulouse-Montpellier-Pyrénées-Languedoc-Roussillon¹⁸ », publiée en 1947 sous la direction de M. Deveaud, inspecteur général de l'économie nationale montre un territoire qui ressemble à celui qui vient d'être créé par la fusion des Régions. Cela illustre les évolutions subies par l'échelle régionale et de fait le niveau d'abstraction dans la définition d'un territoire pertinent pour établir cet inventaire. Les

16. Cours de Rémi Papillault, avec Sophie Cordier et Audrey Courbebaisse sur les maisons, puis, les immeubles d'habitations et sur les équipements construits sur la région après-guerre.

17. Atelier de projet S7 « Un quartier du mouvement moderne mis à jour », dirigé par V. Fernandez, A. Sassus et P. E. Verret ; Atelier de projet S8 « Théorie et pratique du projet dans l'existant », dirigé par F. Blanc, N. Prat et C. Darles.

18. Deveaud (dir.), *La Vie économique d'une région française*, Toulouse-Montpellier-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, agence Havas, direction régionale de Toulouse, Toulouse, 1947.

Hautes-Pyrénées sont autant tournées vers l'Atlantique que vers Toulouse, l'Ariège regarde vers l'Aude, l'Aveyron vers le Cantal.

À quel point donc l'aura économique et culturelle de Toulouse au xx^e siècle fédère un grand territoire dit Midi toulousain ou Midi pyrénéen ?

Cela rend la mesure des circulations de modèles, des échanges, des territoires d'activités d'agence très relative. Nous avons vu par exemple au cours de l'étude à quel point l'agence d'Edmond Lay basée à Tarbes est tournée vers l'Aquitaine, que celle de Jean Bordes est tournée vers l'Aude. Inversement des agences limitrophes auront une activité sur le territoire midi-pyrénéen. Nous aurions pu de la sorte faire une cartographie des constellations d'agences au cours du xx^e siècle avec des évolutions notables.

L'aura de l'école municipale d'architecture de Toulouse pourrait aussi donner un bassin-versant proche de ces huit départements. Avec Bordeaux et Montpellier de part et d'autre, elles forment les écoles du Grand Sud qu'aucune politique ministérielle n'aura pu encore fusionner malgré les différentes hypothèses poursuivies jusqu'ici.

Est-ce que l'entité départementale est plus fiable pour établir cette cartographie ? Nous serions tentés de suivre cette piste en mesurant l'activité de Fabien Castaing sur la Haute-Garonne, de Jean Martin sur les Hautes-Pyrénées, de Jean Bordes sur l'Ariège, de Léon Daures sur le Tarn ou encore d'André Boyer sur l'Aveyron.

Ces lignes ne visent pas à remettre en question l'aire d'étude et ses limites, ni d'abonder dans le sens d'un positionnement départemental face à un positionnement régional ; néanmoins, il donne la distance nécessaire pour la compréhension d'un territoire dont les limites sont définies au cours du xx^e siècle.

Le centralisme toulousain aura certainement affecté notre analyse et il est certain qu'un autre chercheur se déportant depuis une autre région aura un autre regard sur ce territoire.

L'abstraction des jalons temporels

L'autre limite de ce travail porte sur la validité du cadre temporel strict 1900-2000 ? Le temps passant, l'abstraction de l'entité culturelle xx^e devient de plus en plus évidente. Nous verrons plus loin comment une périodisation du siècle est possible avec la scansion des guerres et des crises qui affectent profondément la société mais l'abstraction du bornage temporel de départ et de fin a bien été démontrée par différents auteurs. Pour ne rester que sur le monde de l'architecture, Giedion, Bénévolo ou plus tard Jean-Louis Cohen s'entendent pour faire de l'exposition de Paris de 1889 un jalon important pour la modernité par la construction métallique. De la même façon, l'an 2000 fut tout au long du siècle un horizon d'attente important, mais il est difficile, lorsque l'on regarde en détail, d'y voir la fin d'un cycle ou le début d'un autre.

Ce guide propose malgré tout de se tenir à ces dates.

Les valeurs patrimoniales

Le terme de valeur est repris de l'ouvrage d'Aloïs Riegl, *Le Culte moderne des monuments*¹⁹, qui un siècle après sa parution reste un repère au moins critériologique auquel nous avons ajouté un certain nombre d'entrées liées à notre sujet. Nous n'en dirons ici que quelques lignes bien que ces critères aient présidé à notre inventaire et donc de fait à la sélection de ce guide. L'ordre de présentation est à remanier pour les différents types de bâtiment voire pour chaque bâtiment, sachant que l'intensité du croisement des critères légitime le choix. Chaque critère contient une valeur prolongée par sa capacité à s'inscrire dans le temps.

- La valeur d'usage correspond à l'adéquation entre un édifice et la fonction pour laquelle il a été construit. La permanence d'usage est prise comme un signe fort de cette adéquation.
- La valeur technique pointe la dimension de qualité constructive voire de novation constructive du fait du choix d'une matière ou/et de sa mise en œuvre. Certains bâtiments semblent posés là comme à la sortie du chantier ce qui n'est pas le cas de toutes les expérimentations.
- La valeur plastique renvoie à la qualité de composition soit mise en avant par le concepteur même dans ses écrits ou plus simplement dans les plans de permis de

19. Aloïs Riegl, *Der moderne Denkmalkultus sein Wesen, seine Entstehung*, Vienne-Leipzig, 1903.

construire et celle que nous pouvons apprécier nous-mêmes avec les critères de l'époque de construction ou avec nos critères d'aujourd'hui. Par exemple, il n'est pas évident que le modulator ne s'apprécie pas plus au regard d'une sensibilité de l'époque que pour son inscription dans les canons esthétiques actuels.

- La valeur d'inscription dans un territoire correspond à la qualité de dialogue d'un bâtiment avec un paysage rural ou urbain. Cette inscription peut être soit voulue à l'origine, soit une œuvre du temps. Les modernes auront fait de chaque opération un fragment d'une pensée pour la ville ce qui donne parfois de la valeur aux choses.
- La valeur de représentation artistique, d'un mouvement, d'un créateur est plus complexe que la valeur plastique qui vaut pour le bâtiment lui-même là où ici cela vaut pour une inscription dans un contexte artistique.
- La valeur d'intégrité de l'œuvre recouvre pour plusieurs critères ci-dessus la façon dont un bâtiment nous apparaît comme à l'origine que ce soit pour son usage, son aspect esthétique ou technique.
- La valeur de palimpseste est l'exact inverse de celle de l'intégrité. Il s'agit d'une œuvre qui aura fait l'objet d'interventions successives, qu'elles soient directement visibles ou, plus difficile à repérer, toutes fusionnées en une.
- La valeur de mémoration d'un fait, d'une personnalité historique dont le bâtiment est devenu le symbole ou l'évocation.
- La valeur de modernité ordinaire concerne ce que nous avons appelé les « petits objets de diffusion de la modernité », tels que les entrées de stade, piscine, abribus, WC public, lavoir, garage. Certains bâtiments avec peu de moyens tentent de par leur style d'être le signe de la modernité.
- La valeur de patrimonialisation vaut pour un bâtiment ou un ensemble urbain ayant fait l'objet d'une restauration exemplaire que ce soit dans l'effacement ou dans le décalage.
- La valeur de mélancolie s'attache à attraper le sentiment diffus et agréable, rappelant des moments passés dans lesquels la société se reconnaît, tels mur peint-publicité, ruines, délabrement, borne kilométrique Michelin...

Les périodes et les grands programmes du xx^e siècle

La majeure partie des histoires de l'architecture française divisent le siècle en quatre parties scandées par les guerres et les crises et, même si la région n'est pas en première ligne des zones de combats, elle n'échappe pas à cette périodisation nationale. Sur cette temporalité d'écriture architecturale on peut mesurer ici le retard pris, voire une forme de résistance à l'intégration de nouvelles écritures pour plutôt faire l'exercice de la continuité. À l'échelle toulousaine, la brique est garante de la continuité, mais si l'on regarde plus finement, on voit comment au début du siècle on passe d'une brique porteuse structurelle à une brique de remplissage ou de plaquage.

Cette périodisation est aussi dans une certaine mesure celle des programmes architecturaux et il faudrait un autre volume si nous voulions refaire l'histoire de l'architecture au travers de ces programmes.

De 1900 à 1918, la fin de l'éclectisme et l'Art nouveau bien tempéré face au rationalisme du métal et du béton

Cette période, charnière de la fin du xix^e siècle et du début du xx^e siècle, marque à la fois la persistance de l'éclectisme, la tentation de l'Art nouveau et le développement d'une approche technologique de l'architecture avec les procédés de construction que sont l'acier et le béton armé, où innovations techniques et programmes nouveaux participent des transformations de la société.

Nous avons répertorié 332 édifices et ensembles sur le premier quart de siècle, dont 27 sont protégés au titre des Monuments historiques.

L'éclectisme intègre dans son expression des emprunts aux styles des périodes passées, gothique, inspirations égyptiennes, classique, etc. L'architecture néoclassique, dite aussi « style beaux-arts », va être l'expression récurrente des édifices civils, représentant la République. C'est ainsi, que de nombreux édifices, hôtels de Ville, Caisses d'épargne, hôtels des Postes ou encore bâtiments scolaires sont dessinés dans le style néoclassique au début du xx^e siècle.

On peut citer plusieurs exemples, tels que la Caisse d'épargne à Toulouse de Joseph Gilet en 1905 ; le musée des Beaux-Arts Denys-Puech à Rodez d'André Boyer en 1908-1910 ; la Caisse d'épargne d'Albi de Léon Daures en 1912.

En prenant de la distance avec le passé et la tradition des références, une prise de position s'affirme dans l'Art nouveau. L'Art nouveau, tel qu'il s'est développé à Paris, en Belgique ou à l'école de Nancy, est très peu présent en Midi-Pyrénées. On retrouve essentiellement des constructions privées où le répertoire plastique de l'Art nouveau est exprimé en façade, dans les bow-windows, les menuiseries par des formes organiques et courbes.

Joseph Gilet l'a expérimenté dans deux édifices situés dans le quartier du Busca, la maison Bolac et l'immeuble de rapport Mistral pour la famille Labit, où le décor végétal en pierre sculptée vient dans l'ornementation des baies. Marius Pujol est l'architecte toulousain qui aura été le plus loin dans cette écriture en réalisant plusieurs projets privés à Toulouse, par exemple allées de Brienne et rue Ozanne. On peut ajouter toujours à Toulouse l'hôtel Mazelié rue Jean-Suau de Joseph Galinier en 1901 et la librairie *Modern Style* rue Gambetta dont le décor plaqué utilise le répertoire des lignes courbes et motifs végétaux.

L'architecture de métal, longtemps limitée aux ouvrages d'art, a étendu son domaine d'application : ossature métallique masquée dans une enveloppe de pierre monumentale, ossature apparente et remplissage brique. En Midi-Pyrénées, le viaduc du Viaur de l'ingénieur Paul Bodin, inventeur des arcs équilibrés, est inauguré en 1902, permettant le franchissement d'une vallée large de 500 m sur le tracé de la voie ferrée Albi-Rodez.

Outre cet ouvrage d'art, la construction métallique est utilisée pour la construction de halles pour les marchés et à l'architecture industrielle pour les grands hangars. La halle de Maubourget (Hautes-Pyrénées) de l'architecte Gustave Labat en 1907-1908 en est un exemple. On peut citer également le site industriel de Decazeville (Aveyron) ou encore la gare ferroviaire de Carmaux construite en 1906 par l'architecte Chomeil dans une architecture alliant structure métallique et remplissage brique avec motifs de terre cuite vernissée.

Un exemple étonnant, le grand magasin *Aux Dames de Toulouse* est construit en métal et briques en 1903 selon les plans de l'architecte parisien Georges Debrie pour le compte de la société des grands magasins *Aux Dames de France*, en partant d'une écriture classique en pied d'immeuble pour finir en Art nouveau sur les huisseries de métal en haut des grandes baies.

L'architecture de béton armé apparaît dès la fin du XIX^e siècle, avec Edmond Coignet et François Hennebique, qui dépose en premier un brevet de système constructif en béton armé en 1892. Nous avons relevé plusieurs édifices construits en béton armé dès le début des années 1900-1910.

La buvette de la source Salmière à Miers (Lot) de l'architecte Joachim Richard en est un exemple avec la galerie couverte d'une voûte en berceau en voile mince en ciment armé (technique Hennebique).

Le pont Neuf à Montauban est conçu par Simon Boussiron. Le procédé qu'il a inventé d'articulation des arcs en trois points autorise la réalisation d'un ouvrage à deux grandes arches surbaissées, que caractérisent une structure évidée et des voûtes remarquablement minces. Cette prouesse technique d'une grande élégance est conçue pour résister aux crues. Le pont est mis en circulation en 1913.

L'immeuble au 15, rue des Arts apparaît comme le premier construit en béton armé à Toulouse. La structure en ciment armé peint en blanc est clairement lisible et la brique, utilisée en remplissage, participe de la composition de façade.

Malgré ces différentes expérimentations c'est tout de même l'éclectisme qui domine dont l'histoire reste à faire.

De 1918 à 1940, entre Art déco et régionalisme

Pour cette période, nous avons relevé 495 édifices sur l'ensemble de la région, dont 25 sont protégés au titre des Monuments historiques et/ou labellisés patrimoine du XX^e siècle.

L'architecture Art déco s'exprime dans la conjugaison des principes du classicisme et le rationalisme des techniques constructives liées à l'emploi du béton, complétée par une ornementation Art déco stylisée spécifique. La mise en œuvre d'une toiture-terrasse en est aussi une caractéristique, toutefois rarement aménagée en jardins ou terrasses accessibles.

Des projets publics, écoles, bâtiments civils aux constructions privées, la toiture-terrasse demeure symbolique.

L'horizontalité recherchée en façade est traduite par la composition en bandeaux, dans l'alternance brique et enduit, dans un décor limité où la qualité plastique des matériaux est mise en avant par des effets d'ombre et de lumière. Le bow-window réinterprété en trois pans ou en ondulation de façade chez Pilette fait partie du vocabulaire Art déco. Enfin, la construction à ossature béton devient plus courante, elle est souvent apparente.

L'architecte de la Ville de Toulouse Jean Montariol réalise dans l'entre-deux-guerres sous la municipalité socialiste plusieurs édifices publics d'envergure : la Bourse du travail, le Parc des Sports, la bibliothèque et de nombreuses écoles. La piscine Alfred-Nakache à Toulouse est réalisée dans une composition classique avec une ornementation Art déco. L'architecte Robert Armandary réalise la porte monumentale, le « minaret ». L'ensemble est inauguré en 1931. Dans la même veine, la bibliothèque municipale de Toulouse, est un édifice qui allie au langage formel classique une rationalité constructive de béton et de briques. La grande salle de lecture est marquée par une coupole apportant l'éclairage zénithal. Le style Art déco est représenté par l'ornementation, les ferronneries, les bas-reliefs, les grands vitrages et les peintures de Saint-Saëns.

À Bagnères-de-Bigorre, le musée Salies est construit en 1931 par l'architecte et urbaniste toulousain Léon Jaussely. Édifice emblématique de l'architecture Art déco dans le département des Hautes-Pyrénées, il est labellisé « patrimoine du XX^e siècle » (CRPS, 20 octobre 2005). Léon Jaussely réalise également le hall de la *Dépêche du Midi* à Toulouse. La façade sur la rue Alsace-Lorraine est un exemple rare d'architecture et de décor Art déco avec des lignes sobres parées d'un spectaculaire décor de mosaïque réalisé par les artistes Gentil et Bourdet dont les tons bleus et la matérialité contraste avec l'environnement bâti réglementé par Léon Jaussely lui-même dans le cadre de son plan d'urbanisme pour la ville.

Une architecture d'inspiration nautique se développe aussi dès le début des années 1930 et donne une nouvelle image du moderniste. Elle se caractérise par l'utilisation d'un vocabulaire spécifique : oculus en hublot, coursives, longs balcons filants, façades plates, enduit blanc. L'usine JOB à Toulouse dont le bâtiment amiral est le dernier vestige de l'usine de papeterie JOB est construite en 1931 par l'architecte Pierre Thuriès pour la famille Pauilhac. Grand édifice aux lignes horizontales, à l'enduit blanc, il est labellisé « patrimoine du XX^e siècle ».

Le club nautique à Montauban (Tarn-et-Garonne) des architectes Marcel Janin et Germain Olivier est construit en 1934 quai Adolphe-Poult suite à la crue du Tarn de 1930. Lignes horizontales, blancheur, hublots, coursives intérieures et toit-terrasse attestent du style paquebot de l'édifice.

L'étude de l'architecture locale va donner lieu à un courant, le régionalisme, en opposition à l'architecture moderne, internationale, et elle se veut être l'expression du génie de la région utilisant brique, débord de toiture, vocabulaire ornemental de la façade sobre et économique. L'architecte Jean Valette exprime dans ses projets ce qu'est le régionalisme, notamment dans sa maison-agence à Toulouse. Les reconstructions après la crue du Tarn de 1930 sont l'occasion pour les architectes de proposer des modèles d'architecture rurale régionale reprenant les positions des architectes dans la reconstruction des régions dévastées après la Grande Guerre dans le nord de la France. Cette actualisation de l'architecture par l'utilisation de nouveaux matériaux tout en reprenant les caractères régionaux allait guider la reconstruction des villes et villages après le traumatisme des destructions.

Les architectes, les Gilet en exemple, auront eu une production partagée entre écriture modernisme – enduit blanc, toiture-terrasse, volumes cubiques – et l'écriture régionaliste s'adaptant aux programmes et aux vellétés de leurs commanditaires.

C'est aussi à cette période qu'apparaît véritablement la construction en remplissage brique sur structure béton et la brique de parement qui fait écho aux constructions parisiennes et nordiques. D'ailleurs, on peut citer le travail de Georges Benne sur l'école et la piscine de Villegoudou à Castres où la brique de parement est importée d'une briqueterie du nord de la France, le travail de Bernard Darroquy à Toulouse pour l'immeuble Sarlotène en 1933, ou la maison Daure. Nous sommes plus dans cette écriture de brique au service d'un langage architectural moderne que dans une référence à l'architecture toulousaine auquel les briquetiers vont chercher à s'adapter afin que le marché local ne leur échappe pas.

De nombreuses productions de cette période restent encore méconnues, certaines ont conservé leur décor intérieur et leurs menuiseries d'origine.

De 1945 à 1975, modernisme et brutalisme :

Pour cette période nous avons recensé 767 édifices et ensembles construits entre 1945 et 1975 sur l'ensemble de la région, ce qui constitue le tiers de l'inventaire en contraste avec les 16 édifices seulement protégés au titre des Monuments historiques et/ou labellisés patrimoine du XX^e siècle.

La période est celle d'une intense production du bâti. Au lendemain de la Libération, la société française aspire à une vie moderne, ouverture de l'habitat, des équipements ménagers, des matériaux. Jusque dans les années 1960, la société est marquée par la prévalence d'un esprit collectif sur des aspirations individuelles. Loger le grand nombre est la question centrale, au cœur de la planification de la ville moderne. Elle devient un enjeu économique et social prioritaire pour l'État.

La région est peu touchée par les destructions de la guerre, les programmes de reconstruction sont davantage des programmes de construction visant à pallier la pénurie de logements et à équiper les villes.

La politique des grands ensembles va s'attacher à répondre aux objectifs quantitatifs et aux délais imposés.

Nous avons relevé de nombreuses opérations de logements à Toulouse et dans les grandes agglomérations de la région. Candilis, Josic et Woods remportent en 1961 le concours d'urbanisme d'une cité projetée de 23 000 logements pour 100 000 habitants. Ce projet ambitieux se heurte à de nombreux obstacles. Pour y parer et lancer le projet, la Ville de Toulouse, étant propriétaire du domaine de Bellefontaine dans le contour défini de la Zup, décide en 1964 de lancer l'opération pilote pour la construction de 2 500 logements sur les 23 ha du domaine. Les infrastructures sont réalisées et les petits collectifs sont édifiés. Parallèlement, deux tranches de construction des grands collectifs sont réalisées. Le quartier pilote Bellefontaine est la seule partie du projet global réalisée sous la direction des architectes. La construction du quartier pilote est terminée en 1972. Les grands immeubles, hauts de six, dix et quatorze étages, font partie de la première échelle d'habitat proposée par l'agence Candilis pour le projet Toulouse Le Mirail, à côté des petits immeubles, comprenant huit à dix logements, et des logements individuels avec jardin-patio personnel. Ils sont desservis par des circulations verticales et des coursives horizontales aux 5^e, 9^e et 13^e étages. L'inventivité des plans d'appartements conçus par Candilis, Josic et Woods sur le Mirail fut et reste impressionnante : adaptabilité, qualité de construction, grande surface, séjour traversant, double loggia, pièce en plus, séparation jour/nuit, semi-duplex, regroupement des gaines au centre. Toutes ces caractéristiques font de cette cellule une des plus inventives dans la production du logement social des années 1960 et reste aujourd'hui une référence rarement égalée.

Nous mettrons en avant également trois exemples à Toulouse : la cité Papus des frères Génard à partir de 1948 jusqu'en 1970 pour loger les employés de l'Onia ; autre cité moderne d'une relative grande échelle (312 logements), la cité André-Daste avec Raymond Chini, architecte en chef de la Reconstruction à Toulouse, et Robert Armandary entre 1950 et 1955 ; la cité Ancely de l'architecte Henri Brunerie en 1967. Hors Toulouse, l'ensemble résidentiel du Rayssac à Albi (Tarn) est signé des architectes Philippe Dubois et J. Henry Avizou en 1967.

L'architecture religieuse participe de la mise en place de nouvelles formes, de l'emploi de matériaux modernes marquant le renouveau liturgique. Le budget limité impose des choix esthétiques qui se retrouvent dans la simplicité formelle de l'édifice et l'emploi des matériaux : similitude avec le hangar industriel, béton brut, métal, le verre classique ou la tôle plastique en lieu et place des vitraux.

En marge d'une production architecturale de masse s'exprime une architecture moderne manifeste à travers plusieurs réalisations qui sont le témoignage d'une création architecturale locale. Elles restent exceptionnelles, demandant concordance entre l'adhésion du maître d'ouvrage à une culture architecturale moderne, un contexte économique favorable et une conception affranchie des modèles. Le restaurant universitaire Daniel-Faucher de l'architecte Robert Louis Valle en 1950 est un exemple. Les immeubles à gradins (immeuble Bastiani,

immeuble le Belvédère, etc) et les immeubles sur socle (immeuble Citroën, résidence Saint-Cyr) en attestent également.

Le programme des villas est généralement celui qui offre le plus de liberté aux architectes. Programme, budget, site et personnalité du commanditaire guident ces projets. Les architectes Pierre Debeaux, Fabien Castaing, Bernard Bachelot, Erwin Schulz et Edmond Lay ont produit des exemples tout à fait remarquables.

La caserne de pompiers Jacques-Vion est construite à Toulouse en 1967 par l'architecte Pierre Debeaux, projet qui lui est confié par l'architecte de la Ville Roger Brunerie. L'édifice constitue la synthèse architecturale et l'œuvre majeure de la carrière individuelle de cet architecte. Il exploite au travers de ce projet toutes les ressources du béton armé en voiles minces sous forme de surfaces réglées, surfaces à la fois droites et courbes, souples et tendues.

De 1975 à 2000, le régionalisme critique et l'architecture environnementale

Les réalisations de la dernière partie du siècle sont dans notre inventaire au nombre de 345 dont aucun n'est protégé au titre des Monuments historiques. Ce nombre réduit par rapport aux deux périodes précédentes s'explique par une retenue qui nous a engagé à une sélection plus fine des bâtiments construits après 1975 à intégrer au recensement. Cette retenue se justifie par le manque de recul sur cette période dite du régionalisme critique qui ne s'est pas encore achevée aujourd'hui.

Autour de 1970, entre les événements de mai 68 et la crise pétrolière de 1973, les doctrines et pratiques de l'architecture évoluent. En Midi-Pyrénées, à Toulouse plus précisément, l'élection de Pierre Baudis à la mairie, la remise en cause du Mirail participent de la revendication d'une approche régionaliste parmi les jeunes architectes comme parmi les plus anciens. La fin de la production de Fabien Castaing est de ce point de vue significative avec une recherche sur une écriture régionale comme on peut l'observer sur l'immeuble du Donjon ou encore sur le maniérisme de l'immeuble de la rue Pargaminières.

Jeunes et moins jeunes se retrouvent autour de la publication de Kenneth Frampton sur la notion de « régionalisme critique » parue en 1983 qui vient donner à beaucoup une légitimation théorique à un repli de l'architecture. À l'intérieur de cela quelques agences développent une écriture soignée.

L'hôtel de Région à Toulouse est construit par Jean-Pierre Estrampes. Programme nouveau issu de la décentralisation et de la création des Régions, l'architecte affirme ici son admiration et sa dette pour l'architecture de Louis Kahn dont la matérialité de brique vient légitimer un ancrage local.

On peut aussi citer à Toulouse de travail de l'agence Arca avec l'immeuble d'EDF du boulevard de la Marquette ou encore l'extension de l'Inra avec la création des bâtiments des laboratoires en 1979-1980. Il s'agit de mettre en avant la réinterprétation de Louis Kahn avec la forme de contrefort, la figure du cercle et la distinction espaces servis/espaces servants.

Il convient aussi de souligner les recherches sur l'architecture solaire de Jean-Pierre Cordier, expérimentations menées notamment au travers de projets privés de maisons comme la maison Monchoux, ou encore un lotissement dans le quartier des Pradettes. Cette recherche associe des scientifiques et chercheurs au laboratoire de recherche de l'école d'architecture, pionniers en la matière. Les recherches de Jean Soum sur les zones et Joseph Colzani sur l'architecture de terre sont également à retenir. Jean-Pierre Cordier, à la fin des années 1960, cherche à donner à la brique une nouvelle vérité de la matière : structure et parement. Citons en exemple la résidence des Coteaux à Ramonville, le centre de Léguevin ou encore la société Trindel à Toulouse.

Michel Galavielle aura une grande influence sur la jeune génération par son enseignement et par son architecture dont le foyer pour personnes âgées place de la Daurade à Toulouse fut un temps le manifeste. Proche de lui on peut citer le travail de l'agence GGR à la fois dans le neuf comme dans l'existant à Castelnau-Montratier (Lot), à la préfecture de la Haute-Garonne ou encore aux archives départementales du Lot. Ces architectes s'intéressent autant aux savoir-faire locaux qu'à l'école catalane ou tessinoise. L'immeuble rue de la Concorde et la résidence des Mouettes de Léo à Empalot sont également à signaler.

Citons également le travail de l'agence Almudever-Lefebvre à la maison de la forêt à Auzeville ou à l'internat du lycée agricole de Saint-Gaudens.

En dernier lieu, les projets de l'agence Roux-Loupiac et notamment deux interventions sur l'existant, à la cité universitaire Daniel Faucher et pour le réaménagement des bureaux du Crous à Toulouse.

Si les interventions d'architectes extérieurs à la région étaient peu nombreuses jusqu'alors, pour le dernier quart de siècle, nous retenons les projets de Bernard Huet pour la maison d'accueil du pont d'Espagne, de Massimiliano Fuksas pour le pavillon d'entrée de la grotte de Niaux, de Norman Foster pour le viaduc de Millau ou encore de Robert Venturi et Denise Scott Brown pour l'hôtel du département à Toulouse.

Cette dernière période, dite du régionalisme critique, aura tout de même été une période de défiance des politiques envers l'architecture, le traumatisme du Mirail n'explique pas tout et l'histoire précise de la période reste à faire. Nous pouvons tout de même constater depuis le début du XXI^e siècle un véritable renouveau, une appétence partagée par les professionnels, les élus et le grand public pour la recherche d'une architecture nouvelle. Il nous semble que si nous avions dû intégrer à ce guide l'architecture des quinze dernières années il y aurait de multiples bâtiments pour illustrer ce renouveau pour le Midi toulousain.

*Rémi Papillault
et Laura Girard*